

Date: 27.09.2018





Optimiste et détendu, le directeur des Finances, Georges Godel, a détaillé hier le budget 2019 du canton. CHLOÉ LAMBERT

# Un budget qui autorise à investir pour l'avenir

/// Le budget 2019 du canton est équilibré.

/// Le Conseil d'Etat profite de cette situation favorable pour soutenir le développement numérique.

/// Le PDC salue la copie, tandis que le PLR déplore le manque d'anticipation du Gouvernement.

DOMINIQUE MEYLAN

**FINANCES.** Avec un léger bénéfice de 200 000 francs, le budget 2019 du canton respecte la règle de l'équilibre. Cette situation favorable permet au Conseil d'Etat de donner un coup de pouce à l'un des projets phares de sa législature: la digitalisation. Comme en 2018, le programme d'investissements est copieux et dépasse les 200 millions de francs.

C'est un directeur des Finances «optimiste» qui a présenté ce budget à la presse hier. La maîtrise des charges, couplée à la hausse des revenus fiscaux et à la progression des parts à certaines recettes fédérales, permet d'envisager l'année 2019 positivement. Le canton prévoit une progression des rentrées fiscales des personnes physiques de 2,4%, ce qui représente plus de 21 millions de francs. En revanche, les impôts sur le bénéfice et le capital devraient diminuer de 3 millions de francs entre 2018 et 2019. Pas de quoi s'inquiéter,

selon le grand argentier Georges Godel.

Le canton a profité en 2018 de certains reliquats des années précédentes, ce qui n'est plus le cas en 2019. Parallèlement, quelques entreprises ont annoncé des rentrées fiscales inférieures de plusieurs millions pour des raisons pas nécessairement conjoncturelles. «Cela ne veut pas dire que l'économie ne fonctionne pas», assure Georges Godel.

Les parts du canton à l'impôt fédéral direct constituent une importante source de satisfaction. Elles vont augmenter de 21,1 mio, selon les prévisions. «Il s'agit de sorties d'allègements fiscaux», révèle le directeur des Finances. Autrement dit, des entreprises, attirées dans le canton par des ristournes d'impôt, vont maintenant payer l'intégralité de leur dû. «Nous profitons d'un retour sur investissement», se félicite Georges Godel.

Les revenus de la péréquation financière fédérale diminuent de 6,7 mio. Depuis 2011, Fribourg a vu sa part passer de 484,7 mio à 380,6 mio. «Evidemment, c'est énorme, commente le grand argentier. Mais cela signifie que le canton s'améliore: l'économie progresse et les revenus fiscaux sont plus importants.» Si le canton a perdu en huit ans 100 mio de la péréquation, ses revenus fiscaux ont augmenté de 230 mio dans le même intervalle.

Avec de telles perspectives, une baisse d'impôts pour les personnes physiques est-elle à l'ordre du jour? Non, répond Georges Godel qui justifie: «Il faut assumer le projet fiscal.»

## Plus de 100 nouveaux EPT De gros chantiers

Les charges grimpent parallèlement aux revenus. Les coûts du personnel vont augmenter de 1,8% selon le budget. Le Conseil d'Etat prévoit la création de 123 équivalents pleintemps, principalement dans l'enseignement, pour la mise en place du master en médecine et pour compléter les effectifs à la prison de Bellechasse.

Près de 5 mio sont inscrits pour le financement d'avances AVS. Avec ce montant, le canton prévient les départs anticipés à la retraite qui pourraient résulter de la réforme de la caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. C'est l'unique prise en compte de ce dossier brûlant dans le budget.

Les subventions augmentent, notamment en raison de la mise à disposition de davantage de places pour les personnes handicapées en institution. Et un montant de 15 mio a été ajouté à l'enveloppe informatique. «Nous mettons les moyens à disposition pour une administration 4.0», affirme Georges Godel. Ce domaine bénéficiera au total de 43,7 mio en 2019.

Cela devrait permettre de poursuivre l'harmonisation des systèmes informatiques dans les écoles, de faire avancer non seulement le dossier électronique du patient, mais aussi le dossier judiciaire électronique, de créer un référentiel cantonal (une identité numérique indispensable pour développer une cyberadministration) et de mettre à jour le logiciel de gestion SAP du canton.

De 2013 à 2017, le montant des investissements n'a cessé de diminuer. Depuis l'année passée, le Conseil d'Etat s'emploie à inverser la tendance. Il revient en 2019 avec un programme ambitieux qui plafonne à 205 millions. Revers de la médaille: le degré d'auto-financement ne s'élève qu'à 60,9%. «Notre situation financière nous le permet», justifie Georges Godel. Tous ces investissements nécessiteront un prélèvement sur la fortune de 65 mio.

Ces bons résultats peuvent étonner, alors que le plan financier était plus que pessimiste avec un déficit programmé de 67 mio en 2019. «En cumulant les demandes de tous les services, nous arrivions même à 147 mio», révèle Georges Godel. Le directeur des Finances loue les discussions constructives au sein du Conseil d'Etat qui ont permis d'équilibrer les demandes.

Récemment, dans sa réponse à un postulat, le Gouvernement disait envisager un nouveau train de mesures d'assainissement. «Jene le souhaite vraiment pas», a affirmé hier Georges Godel. Le grand argentier veut prioritairement maîtriser les charges, notamment en évitant de nouvelles dépenses répétitives, et donc en faisant la chasse aux postes inutiles. Le Conseil d'Etat va également s'atteler à réactualiser son plan financier, qui s'annonce déficitaire pour les années 2020 et 2021. ■

# 15 millions de francs,

la manne supplémentaire pour le développement de l'administration 4.0.

## Un accueil en demi-teinte

Pour le PLR, qui a réagi hier dans un communiqué, le Conseil d'Etat manque d'anticipation avec son budget 2019. Il ne tient compte ni de la réforme fiscale 2017 ni de la révision de la caisse de prévoyance du personnel de l'Etat, qui pourraient compliquer le bouclage des prochains exercices comptables. Dans ce contexte, la création de plus de 100 postes n'est guère responsable, selon le parti. Le PLR juge par contre positif l'effort consenti pour la digitalisation et la politique générale d'investissements.

Dans un communiqué, le PDC se montre globalement satisfait et salue «un budget équilibré et une politique active en faveur des infrastructures publiques». Il se félicite des investissements prévus dans les transports et le numérique. Contrairement au PLR, la formation voit d'un bon œil la création de nouveaux postes dans l'enseignement, qui contribue à une formation de qualité. Par contre, la stagnation générale des revenus l'inquiète. Le PDC appelle à plus d'efficacité dans l'administration centrale, avec par exemple la mise en commun de ressources entre les différents services. **DM**

## En chiffres

---

- 3,5840 mia.** Revenus totaux (+ 76 mio par rapport au budget 2018), dont
- 1,3619 mia** de rentrées fiscales (+ 24,3 mio) et
- 1,6921 mia** de revenus de transfert: part cantonale à des recettes fédérales, subventions versées par la Confédération et péréquation financière (+ 33,8 mio).
  
- 3,5838 mia.** Charges totales (+ 76 mio), dont
- 1,3021 mia** pour le coût du personnel (+ 22,4 mio) et
- 1,6999 mia** de charges de transfert: principalement les subventions accordées par le canton (+ 24,4 mio).
  
- 205,1 mio.** Investissements bruts (- 2 mio).